INTRODUCTION

LES FEMMES ET LE CANADA : ÉPREUVES, RÉUSSITES ET UN SIÈCLE DE SUFFRAGE

CELINE COOPER

En tant que domaine d'étude historique, le récit du suffrage féminin au Canada continue d'évoluer et de se développer. Cette édition de *Canadian Issues/Thèmes canadiens* marque le centième anniversaire du projet de loi qui a étendu le droit de vote aux femmes au Manitoba, ouvrant donc la voie pour une éventuelle émancipation des femmes à travers tout le pays. Les huit contributrices de ce numéro partagent leurs réflexions et leurs motivations sur le travail accompli dans ce domaine.

La relation entre les femmes et l'État-nation canadien n'a jamais été statique ; elle a toujours été multiple et en transformation continuelle, façonnée de différentes façons par les intersections du genre, de la race, de la classe, de la langue, de l'handicape, de l'âge et de la sexualité. Le suffrage en soi avait été un processus irrégulier et inégal. Sous la Loi constitutionnelle de 1791 qui avait créé le Haut et le Bas-Canada, certaines femmes propriétaires au Québec possédaient déjà le droit de vote. Ceci a changé en 1849 lorsque le parlement a adopté un projet de loi excluant les femmes du droit de vote. Il y avait des différences entre les provinces lorsque le vote a été étendu aux femmes blanches au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta en 1916 alors que leurs homologues au Québec n'ont pu bénéficier de ce droit qu'en 1940, largement à cause de la résistance de la puissante Église catholique romaine. À travers le 19e siècle et jusque dans le 20e siècle, le mouvement populaire du suffrage — aussi radical qu'il était à cette époque — était le reflet de la perspective coloniale des femmes blanches Anglo-Européenne de la classe moyenne. Plusieurs femmes et hommes n'ont pas été éligibles au vote longtemps après la Seconde Guerre mondiale à cause de leurs statuts raciaux, de leurs statuts d'autochtone ou de leurs statuts d'immigrant. Il n'était pas permis pour les Premières Nations de voter jusqu'en 1960 sans avoir à abandonner leurs

droits issus des traités.

À travers les cent dernières années, le Canada a fait de grands progrès en ce qui concerne le renforcement de la représentation politique féminine dans un système démocratique libéral. Deux exemples récents viennent à l'esprit. Pendant une période brève en 2013, des femmes premières ministres étaient à la tête de cinq provinces et d'un territoire, ce qui compte pour 85 pour cent de la population du Canada — Ontario, Québec, Terre-Neuve et Labrador, Alberta, Colombie-Britannique et Nunavut. (Aujourd'hui, seulement Kathleen Wynne en Ontario et Christie Clark en Colombie-Britannique sont encore premières ministres). En novembre dernier, le gouvernement fédéral libéral nouvellement élu a créé un précédent en nommant le premier cabinet paritaire de l'histoire du pays. Peu de temps après avoir été assermenté en tant que 23*e* premier ministre du Canada, un journaliste a demandé à Justin Trudeau — qui se proclame féministe — pourquoi il était si important d'avoir un cabinet paritaire. Sa désormais célèbre réponse a été « Parce qu'on est en 2015 ».

Progrès ? Absolument. En même temps, les contributrices de ce numéro nous poussent encore plus à nous questionner sur nos façons de mesurer le succès dans la lutte continue pour l'égalité entre les sexes au début du 21e siècle. Ceci implique une réflexion à propos d'une gamme de contextes institutionnels et sociaux. Leurs observations sur un siècle de suffrage des femmes se concentrent vaguement autour de thèmes touchant à l'édification de la nation canadienne ; la citoyenneté, la démocratie et les formes de participation politique ; la diversité et la représentation des expériences des femmes dans les archives historiques ; l'imbrication des hiérarchies du pouvoir dans le suffrage et, par extension, les mouvements féministes, et la persistance des inégalités sociales dans notre démocratie libérale contemporaine.

Cora J Voyageur met au défi le legs colonial des archives historiques et son effacement des savoirs, des habilités et du statut des femmes des Premières Nations dans la société précoloniale et leur rôle essentiel dans la création du Canada, particulièrement durant les premiers temps de contact des Européens et de l'industrie de la traite des fourrures. **Linda McDowell** accorde dûment à l'héroïne Nellie McClung son rôle de dirigeante dans la campagne révolutionnaire pour le vote des femmes tout en mettant en relief quelques-uns des noms et des récits oubliés dans cette lutte. **Rose Fine-Meyer** étudie l'évolution des expériences historiques des femmes avec le suffrage telles que représentées dans les manuels scolaires de l'Ontario entre 1922 et 2014. Elle discute, entre autres choses, de la problématique de l'exclusion de diverses organisations de femmes à travers le Canada ainsi que du caractère transnational de ce militantisme qui avaient lié les femmes canadiennes à d'autres mouvements à travers le Commonwealth et les États-Unis. **Merna Forster** détaille ses récentes expériences dans sa lutte pour mettre une femme canadienne sur un billet de banque. Elle soulève des questions à propos des figures historiques que nos institutions nationales considèrent comme dignes de reconnaissance.

Joan Sangster conteste l'idée prévalente des « vagues » du féminisme et des « creux d'inactivité ». En se basant sur des exemples provenant d'organismes communautaires, elle soutient qu'après le vote fédéral en 1918, de nouveaux enjeux, cam-

pagnes et organisations ont émergé et sont le reflet d'une multiplicité de points de vue sur comment acquérir l'égalité des sexes. Sharon Cook explore comment les premières militantes pour la tempérance qui ont lutté pour l'émancipation ont joué un rôle dans le façonnement du Canada industrialisé en faisant progresser la réforme sociale dans des domaines tels que l'éducation, la santé, les changements dans le Code pénal, la redistribution économique, les services sociaux pour les citoyens vulnérables et l'introduction des allocations familiales. Yolande Cohen se penche sur l'intégration des femmes dans la vie politique dans le contexte canadien et québécois en portant une attention plus accrue sur comment nous composons avec la complexité des relations sociales dans nos politiques et nos cultures continuellement en évolution. Elle souligne l'importance des réseaux et de la société civile dans les transitions démocratiques et elle propose un changement à partir des modèles de la démocratie représentative vers une société plus égalitaire basée sur la démocratie participative. Dans le même ordre d'idée, Veronica Strong-Boag s'inspire des idées sur la « parité participative » de la théoricienne Nancy Fraser qui mettent un accent sur l'importance de la reconnaissance et de la redistribution dans les politiques démocratiques. Elle souligne le travail de deux critiques du colonialisme nord-américain qui défendaient l'égalité entre les sexes tout en militant simultanément pour la justice raciale pour les autochtones et les personnes d'origine asiatique — E. Pauline Jonhson et Edith Maud Eaton (Sui Sin Far).

La reconnaissance du droit de vote en 1916 a été une réussite historique dans la lutte pour l'égalité entre les sexes au Canada. Mais cette victoire n'a pas été une réussite universelle pour toutes les femmes, et cela a pris des transformations économiques majeures et une guerre pour que l'État cède aux demandes de celles qui luttaient pour l'égalité des droits civiques. Ce numéro fait des allers-retours entre le passé et le présent afin de nous permettre d'acquérir une idée du contexte et une compréhension plus approfondie sur ce que ce moment historique a signifié — et continue de signifier — pour le Canada alors que nous nous dirigeons vers l'avenir.